

*Société Canagrex—Loi*

**M. Mazankowski:** Il a perdu une autre bataille au cabinet.

**M. Schellenberger:** Cette petite somme qui sera consacrée à la création de Canagrex sera-t-elle dépensée à bon escient? Le directeur a probablement besoin de deux ou trois secrétaires et il n'aura à sa disposition qu'un personnel de 12. Prenons les 115 missions commerciales que nous avons à l'étranger, et nous constatons que l'on n'y trouve que dix spécialistes de l'agriculture, et qu'un seul de ces derniers est posté dans un des pays du tiers monde auquel est destiné le quart de nos exportations céréalières et alimentaires.

**M. Whelan:** Nous n'avons pas de spécialistes en Russie, pourtant ce pays est l'un de nos plus gros clients.

**M. Schellenberger:** Les missions commerciales que le Canada avait à l'étranger dans les années 50 et 60 faisaient l'envie de tous les autres pays. Je vois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) est des nôtres et je lui demanderais donc de nous dire pourquoi notre situation à cet égard a changé depuis les années 50.

**M. MacGuigan:** Nous sommes encore enviés par les autres.

**M. Schellenberger:** Non, et cela s'explique en partie par les nombreuses réorganisations qu'on a fait subir au ministère des Affaires extérieures, et au fait que nous n'avons pas, dans nos missions commerciales à l'étranger, des spécialistes qui puissent vendre nos produits dans les pays où ils sont postés.

**M. MacGuigan:** Au contraire, nous avons des spécialistes postés un peu partout et nos ventes s'accroissent.

**M. Schellenberger:** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait demander au ministre de l'Agriculture de lui céder ce budget de quatre millions de dollars pour envoyer quelques spécialistes de l'agriculture dans ces missions commerciales, en leur donnant l'autorité nécessaire pour vendre nos produits. Alors, j'estimerai que cet argent aura été bien dépensé. Voilà une façon de dépenser l'argent qui aiderait nos agriculteurs.

**M. Whelan:** Ce n'est pas ce que font les États-Unis.

**M. Mazankowski:** Que je sache, vous n'imites pas les autres politiques des États-Unis; pourquoi en serait-il question maintenant?

**M. Whelan:** Ce sont eux qui nous ont imités là-dessus. Nous avons exposé cette politique et M. Bergland s'en est immédiatement inspiré.

**M. Schellenberger:** Le ministre de l'Agriculture fait beaucoup de discours, même s'il ne prend pas la défense de son ministère aussi souvent qu'il le devrait.

Examinons un peu ce qui se passe chez bon nombre de nos concurrents: de plus en plus, ils ont recours aux services des exportateurs du secteur privé pour la vente de l'excédent de leur production agricole. C'est le cas de l'Australie qui, d'office, achète ses céréales par le biais de la Commission australienne du blé. Maintenant, ce pays préfère les vendeurs à la commission. Si on examine la chose d'un peu plus près, on constate qu'ils grignotent de plus en plus le marché qui était traditionnellement réservé à nos exportations.

Le comité devrait réfléchir très sérieusement à ce problème. Le budget prévu pour la société lui permettra simplement de vendre nos excédents. Il serait peut-être bien préférable d'utili-

ser cet argent pour doter nos missions commerciales de personnel mieux à même de vendre nos produits.

Il semble que le ministre de l'Agriculture n'ait plus la même poigne qu'autrefois.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Whelan:** Vraiment? Venez donc ici.

**M. Schellenberger:** Ce n'est pas uniquement le fait de l'âge, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait contrôler les marchés d'exportation, mais le premier ministre (M. Trudeau) a établi son nouveau triumvirat, sa troïka comme on dit, dirigé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre d'État au Commerce international fait lui aussi partie du triumvirat. Il a été doté de certaines responsabilités, mais ni le ministre d'État aux Relations extérieures ni nous ne savons exactement de quoi il retourne. Je me demande combien de temps il faudra au ministre d'État au Commerce international pour réclamer la responsabilité de Canagrex qui relève pour l'instant du ministre de l'Agriculture. Nous sommes nombreux ici à préférer cette solution, car si le ministre d'État au Commerce international a la haute main sur les attachés commerciaux des ambassades, il devrait aussi pouvoir décider qui va être embauché par la société Canagrex avec son maigre budget.

J'ai en main un bref article de Richard Gibbons publié dans le *Manitoba Co-operator* et dont voici un passage:

... compte tenu de son budget de misère la société Canagrex va devoir faire appel aux fonctionnaires canadiens tant ici qu'à l'étranger pour promouvoir la vente des produits agricoles canadiens.

Il est clair déjà qu'il sera impossible pour la Société, compte tenu de son budget restreint, de mettre en place un société de commercialisation. Le ministre se contente de mettre en place une société qui va faire appel au personnel du ministère du Commerce international. Il vaudrait bien mieux, je le répète, embaucher des spécialistes de l'agriculture sous les auspices du ministre au Commerce international et les affecter dans les pays qui présentent les meilleures chances de débouchés pour nos produits. Il serait beaucoup plus intelligent de dépenser cet argent ainsi.

L'article nous précise ensuite quel sera le travail du ministre:

... secoue les Affaires extérieures de façon que nos ambassades et notre personnel diplomatique cherchent avant tout à trouver de nouveaux marchés pour les produits canadiens. Voilà de bonnes nouvelles pour les agriculteurs canadiens qui doivent compter sur de nouveaux marchés étrangers pour vendre leurs produits.

Mais si c'est le cas, j'ai l'impression que nous aurons peut-être là un conflit d'intérêts. Le ministre de l'Agriculture veut garder la haute main sur son petit groupe commercial. Le ministre chargé du Commerce international aura lui aussi la haute main sur un petit groupe. Peut-être prêterait-il quelques personnes au ministre de l'Agriculture. Si nous prenons le ministère du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), nous constaterons peut-être qu'il y a là des gens qui parcourent le monde en essayant de vendre certains de nos produits. Peut-être est-il nécessaire, comme ce monsieur le dit dans son article, de confier tout cela au même ministre et de lui donner un budget décent, afin qu'il puisse faire son travail au lieu de créer une nouvelle société de la Couronne dirigée par plusieurs ministres.